

breuses localités et nous perdrons de nombreux éleveurs, ce qui compliquera davantage la situation et augmentera le coût de production dans ces régions. Cela fait partie intégrante des projets du gouvernement.

On a dit tant de choses au sujet du bill C-176. Il fait partie intégrante de la planification agricole des bureaucraties. Il est censé faire des prodiges pour l'agriculture. Sans entrer dans les détails, je dois dire que lorsqu'on parle aux cultivateurs, on est effrayé de leur réaction. Lorsque ce bill est arrivé à la Chambre pour la première fois, j'ai été assez impressionné de voir que le gouvernement croyait qu'il servirait les intérêts agricoles. Même nos amis du NPD, dans une certaine mesure, ne se sont pas manifestés, car cette mesure faisait partie intégrante du principe de commercialisation nationale qu'ils préconisaient depuis des années. Aux diverses étapes de la discussion, ils n'ont pas manifesté leur opposition car ils trouvaient cette idée valable. Une partie de leur philosophie politique gravite autour de la planification bureaucratique, et ils estiment que c'est le seul moyen de régler certains problèmes.

Le programme de remembrement dont a parlé le député de Crowfoot (M. Horner) aura aussi une grande portée. Qu'entend-on par là? Tout simplement qu'on ajoute une petite entreprise agricole à une autre. Cela aboutira en fin de compte à la suppression des cultivateurs. Je ne vois pas comment nous pouvons, tout en remembrant, conserver le même nombre de fermes. En outre, il y aura forcément moins de producteurs. Lorsque le comité de l'agriculture étudiait la question des prix de machines agricoles, le président de la société qui s'appelait alors Massey-Ferguson a comparu devant nous en brandissant des manchettes de journaux. C'était en 1961 ou 1962. Ces manchettes annonçaient une vente importante de céréales. Il s'en réjouissait car cela signifiait que l'entreprise pourrait augmenter le prix des machines agricoles. C'est tout à fait ainsi que cela se passe. Il y a de nombreux candidats pour tenter de soulager le cultivateur de tout revenu qu'il peut avoir. Tout se passe comme s'ils avaient un droit de préemption sur son revenu. En parcourant le pays, on remarque les nouveaux bureaux et les nouvelles installations que construisent les banques. Tout cela est financé par les intérêts payés par les habitants de ces localités et de leurs environs.

En fait, nous aboutissons à une concurrence entre les caisses populaires et les banques alors que tout le reste s'écroule. Quand les entreprises s'effondrent, la confrérie des banques semble pouvoir multiplier ses installations et ses services. Nous en sommes arrivés au point où tout le monde a une hypothèque.

Cela rappelle la situation qui régnait jadis à Cuba. Les Cubains se sont révoltés précisément parce qu'ils voulaient un lopin de terre qui leur appartienne en propre. Que le propriétaire soit une grande société ou le gouvernement, le résultat net est...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je dois interrompre le député parce qu'il est une heure et qu'il me faut quitter le fauteuil. La séance reprendra à deux heures.

(La séance est suspendue à 1 heure.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 2 heures.

M. Korchinski: Monsieur l'Orateur, lorsque la séance a été suspendue à 1 heure, je disais que la politique gouvernementale en matière de fusion des exploitations agricoles est inacceptable, à la lumière des circonstances actuelles comme des expériences passées dans d'autres pays. Je rappelais qu'à Cuba, où il y avait de grands propriétaires terriens, les Cubains ont entrepris de changer le système, par des moyens trop violents au goût des Canadiens. Ils trouvaient la concentration déplorable à cause du chômage. Le Canada se trouve dans une situation semblable et l'orientation que semble adopter le gouvernement nous attirera éventuellement des difficultés. A mesure que l'on fusionnera les exploitations agricoles en propriétés de plus en plus considérables, les chômeurs, massés dans les villes se demanderont pourquoi les propriétés sont aussi vastes, que celles-ci soient privées, publiques ou dépendantes de la Société du crédit agricole.

A cause de la politique du gouvernement, les cultivateurs finiront par ne plus tenir à leurs terres. Le gouvernement se charge déjà de confisquer certaines terres hypothéquées. La production en souffrira. J'ai eu l'occasion de visiter certains pays communistes, dont la Pologne et la Russie; j'ai constaté que la production était médiocre. En général, on attribue la chose au fait que les gens manquent d'initiative. Dans le cas de la Pologne, le gouvernement a dû passer des terres de l'État, à des particuliers. Cela a encouragé la production et ce changement d'orientation de la politique du gouvernement a abouti à une productivité accrue.

Nous devrions tirer parti de l'expérience de ces pays. Nous ne voulons pas d'une situation où la violence deviendrait presque nécessaire. Nous ne voulons pas non plus une baisse de rendement. J'ai déjà signalé qu'il faudrait peut-être redistribuer certaines richesses. Alors que le gouvernement injectait naguère dans l'économie de l'Ouest huit fois plus de capitaux que le cultivateur, d'après ce que le gouvernement propose dans un de ses bills, actuellement les montants retenus au producteur égalent les montants contribués par le gouvernement. Le premier ministre l'a clairement démontré dans son discours du 2 juin 1968 sur la politique libérale d'alors qui se concrétise maintenant dans le processus de regroupement des terres plutôt que dans l'injection de fonds publics. Il arrive un moment où il faut freiner. C'est vrai, mais il faut aussi veiller à ce que l'existence de ces gens ne soit pas bouleversée au point d'être si déçus qu'ils risquent tout simplement de tourner le dos au travail et à l'effort. A trois reprises déjà, un autre gouvernement ayant à sa tête...

• (2.10 p.m.)

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, je vous prie. Je regrette d'interrompre le député mais je dois l'avertir que son temps de parole est épuisé. L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Olson).